



Communiqué de presse

Projet de porcherie à Royère de Vassivière

La Confédération Paysanne Creusoise a pris note du report de deux mois dans l'examen du dossier par la Préfecture de la Creuse. Il y a plus d'un an, nous avons alerté sur les risques inhérents à ce mode de production lors de l'examen du permis de construire en CDPENAF, en particulier au sujet du plan d'épandage entre les lacs de Vassivière et de Lavaud Gélade. **Ce projet comporte de nombreux risques pour le cœur économique et touristique du Limousin qui fait travailler des centaines de locaux, dont de nombreux paysans et paysannes creusois. Nous avons rappelé ces risques à M. le Préfet fin mars.**

Néanmoins, nous nous refusons à attaquer deux jeunes porteurs de projet qui cherchent à diversifier l'activité dans une ferme familiale. Ceci n'est pas le rôle d'un syndicat agricole. Nous dénonçons avant tout le système économique qui abuse les paysans et pousse les jeunes vers la production hors sol, l'intégration ou l'agrandissement.

Il y a encore quelques années, la coopérative Cirhyo promouvait l'engraissement porcin sur aire paillée. Aujourd'hui, le développement du porcin hors sol n'est qu'une réponse à la crise du pouvoir d'achat.

Le sujet est à l'image du discours ambiant sur l'avenir de l'agriculture. Loi Duplomb, Conférence sur la Souveraineté Alimentaire lors du SIA, Loi d'Urgence Agricole ou traités de libre échange, rien de tout ceci n'est au service du revenu paysan et du maintien des outils collectifs dans les territoires.

Les manifestations récentes et surtout les prises de positions des élus, officielles ou officieuses, sont un désaveu pour ces adeptes du productivisme qui parlent de « relever le défi de l'acceptabilité sociale » pour la filière porcine. Là où certains dénoncent des consommateurs exigeants en qualité mais qui ne traduisent pas cette volonté par un acte d'achat. **Nous, paysans, dénonçons une France qui s'appauvrit et se précarise, sans chercher à renouveler des outils de justice sociale. Des solutions existent telles que la sécurité sociale alimentaire. Osons ce chantier !**

D'ores et déjà nous demandons aux élus locaux de tous bords, des maires jusqu'aux élus régionaux de donner l'exemple :

- Faites le nécessaire pour que les habitants du Limousin puissent manger de la viande de porc locale, produite en plein air ou sur aire paillée !
- Donnez les budgets nécessaires à la restauration collective !
- Assurez-vous de minimiser les coûts portés par les coopératives en soutenant les abattoirs locaux !
- Financez la qualité et non la seule quantité !
- Offrez ainsi de vraies perspectives aux jeunes installés !

Aux législateurs de tous bords et à l'exécutif, vous dites constamment soutenir les paysans et les éleveurs : Faites-le ! Faites le nécessaire pour que les français ne sombrent pas dans la pauvreté et la précarité, restaurez le pouvoir d'achat perdus ces 25 dernières années, régulez les marchés, les marges, faites en sorte que les éleveurs puissent vendre des produits de qualité au plus grand nombre et à un prix rémunérateur, viable, vivable et enviable.

Tout n'est question que de volonté et de choix assumés.

Contacts :

Eric Robin Lamotte, porte-parole de la Confédération paysanne 23, Eleveur laitier à Nouzerine, 06 32 91 64 22

Sylvain Tilleul, membre du Bureau de la Confédération paysanne 23, Eleveur ovin viande à Bord St Georges, 06 98 09 35 67